



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## **Vœux aux acteurs économiques**

**Discours de Bruno Le Maire,  
ministre de l'Économie et des Finances**

***Bercy***

*28 janvier 2019*

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Je suis très heureux de vous retrouver pour ces vœux aux forces économiques.

Nous vivons un moment singulier dans notre histoire nationale. Un moment qui échappe à toutes les comparaisons historiques et qui appelle de notre part beaucoup de lucidité, beaucoup de courage et une capacité aussi à sortir des sentiers battus.

Depuis plusieurs semaines, nous traversons une période difficile, marquée par les souffrances de nos compatriotes mais aussi par des violences et des dégradations inacceptables.

Le président de la République a répondu à ces souffrances en prenant des mesures exceptionnelles pour revaloriser le travail : je veux remercier tous ceux ici qui ont soutenu cet effort en versant des primes exceptionnelles à leurs salariés, en réduisant les frais bancaires pour les plus modestes ou en accompagnant la trésorerie des commerces en difficulté.

Je vous demande de continuer. Je vous demande de prendre la parole et de participer au grand débat. Les entrepreneurs sont légitimes. Ils ont un point de vue à défendre. Faites-le.

Ce qui se joue dans cette crise est durable et profond : notre modèle de développement économique est remis en cause, en France comme dans la plupart des nations développées. Le capitalisme des inégalités crée des tensions politiques partout dans le monde et doit être refondé.

Ces tensions sont redoublées par le ralentissement de la croissance en Europe et dans le monde. Le risque de guerre commerciale, les incertitudes européennes pèsent sur la croissance. En France, la crise des gilets jaunes a un impact que nous évaluons désormais entre 0,1 et 0,2 de croissance trimestrielle pour 2018 et qui touche en particulier les commerces de proximité et les secteurs du tourisme et de la restauration.

Nous maintenons notre prévision de croissance à 1,7% pour 2019, qui est proche des évaluations du Fonds monétaire international (FMI) et qui est soutenue par les mesures récentes du gouvernement en faveur des salariés. Mais nous sommes conscients de la détérioration du climat économique international et du ralentissement dans la zone euro. Nous actualiserons notre prévision de croissance comme chaque année en avril, au moment de la présentation du programme de stabilité.

Face à cette crise, notre ambition est plus que jamais nécessaire : la prospérité économique ne doit plus être une prospérité pour quelques-uns, mais une prospérité pour tous, elle ne doit pas se concentrer dans les métropoles mais irriguer tous les territoires, elle doit être durable et épargner les ressources naturelles de la planète.

Sans quoi ce ne sera pas simplement nos économies qui seront affaiblies : ce seront nos démocraties, en Europe et ailleurs, qui seront remises en cause.

Voilà le défi de la génération qui vient : conjuguer innovation technologique et égalité des chances, compétitivité des entreprises et juste rémunération des salariés, rupture des savoirs et développement durable.

Ce défi commence en 2019.



**Mon premier vœu sera national : nous devons réussir la transformation économique de la France.**

**La France a des atouts majeurs, elle a tout pour réussir et rester parmi les grandes puissances économiques mondiales.**

A une condition : faire le bon diagnostic des difficultés de la France pour apporter les bonnes réponses.

**La France a un problème de travail, de formation et de qualification :**

Le chômage baisse mais il baisse encore trop lentement.

Pourquoi ?

Parce que les entreprises qui embauchent ne trouvent pas les qualifications dont elles ont besoin. Notre offre de travail est encore faible et inadaptée.

Le plan de 15 milliards pour investir dans les compétences répond à ce défi. Comme annoncé par Muriel Pénicaud, son déploiement sera accéléré en 2019. Il doit permettre aux entreprises de trouver les qualifications dont elles ont besoin.

En particulier dans le secteur industriel, qui a trop longtemps été le parent pauvre de nos formations : la désindustrialisation massive des 20 dernières années a été un drame humain et politique pour la France. Elle nous a fait perdre des richesses, des compétences, une culture.

Nous ne voulons pas seulement stopper le déclin industriel de la France. Nous voulons lancer la reconquête industrielle de la France. La nouvelle révolution industrielle en cours, qui associe technologies de rupture, services personnalisés et individualisation des produits est une chance pour nous : car nous avons tous les atouts en main pour réussir cette révolution. Les succès de nos entreprises dans les secteurs aéronautique, automobile, naval, ferroviaire, de la chimie, du médicament, du décolletage ou du bâtiment, du luxe ou de l'agro-alimentaire en témoignent. Sans compter les champions industriels qui font notre fierté et la force de nos services, notamment les services financiers.

Cette reconquête industrielle, nous la lancerons avec Agnès Pannier-Runacher en associant toutes les parties prenantes, avec une méthode nouvelle : nous réunirons dans trois semaines les présidents de région, les organisations syndicales et patronales ainsi que les chefs d'entreprise concernés pour faire un diagnostic et des propositions filière par filière sur notre industrie. Nous commencerons par la filière automobile, qui est confronté à la plus importante révolution technologique depuis le début du XXème. Ces réunions se succéderont tous les prochains mois. Elles auront une vocation opérationnelle, pour accompagner les transitions industrielles en cours.

La France a un problème de travail parce que le travail ne paie pas assez.

Les salaires ont augmenté depuis 10 ans en France ? Oui.

Mais pas assez pour compenser le poids des dépenses contraintes, du logement, du transport et la forte augmentation des personnes seules avec enfants, en particulier les femmes.



Le travail doit payer et il doit payer mieux en France.

La suppression des cotisations assurances maladie et assurance chômage, la défiscalisation des heures supplémentaires, la revalorisation de la prime d'activité, la suppression de la taxe à 20% sur intéressement pour les entreprises de moins de 250 salariés répondent à ce défi.

Nous sommes prêts à renforcer encore cette ligne de force du gouvernement : nous allons étudier la possibilité de transformer le crédit d'impôt sur les services à la personne en aide directe pour les ménages. Les services à la personne représentent 1,3 millions de salariés en France. Nous devons améliorer encore leur formation et la valorisation de leur parcours.

**La France garde aussi un problème de compétitivité, malgré les efforts engagés depuis plusieurs années et que vous faites au quotidien :**

Nos entreprises innovent trop peu, trop tard. Elles ne sont pas assez robotisées. Elles se digitalisent lentement : 19 robots pour 1000 salariés dans notre industrie, 20 en Italie, 34 en Allemagne, voilà la réalité.

Or, la robotisation et la digitalisation sont les deux leviers les plus puissants des gains de productivité, qui feront la croissance de nos entreprises et les emplois de demain.

Nous voulons rattraper ce retard et valoriser la créativité technologique exceptionnelle de la France.

**Comment ?**

En transformant le CICE en allègement de charges pérennes. Je souhaite que cet argent, qui représente plusieurs milliards de trésorerie, soit utilisé justement pour investir et innover. Cette transformation du CICE vous mettra dans la moyenne du coût du travail de nos principaux partenaires européens.

En donnant les financements nécessaires : les réformes fiscales de 2017 ont allégé la fiscalité sur le capital et débloqué les financements dont nos entreprises ont besoin. Ces choix font débat ? Ils seront évalués à la rentrée 2019 par une commission indépendante. Laissons-leur le temps de donner leur pleine mesure.

Les dispositions de PACTE permettront aussi de renforcer le financement de nos entreprises en fonds propres et non en dette, en utilisant pleinement les ressources de la Fintech. Nous précisons nos objectifs de finance verte, en définissant avec le secteur financier les objectifs à atteindre, les instruments de comparaison internationale et un calendrier.

En apportant un appui public : la sanctuarisation du CIR, le suramortissement de 2 ans et la mise en place du Fonds innovation de rupture poursuivent cet objectif. La cession des actifs dans Aéroports de Paris, la Française des Jeux et Engie garantira un financement stable à ce fonds. Toutes les grandes puissances financent massivement, de manière directe ou indirecte, les nouvelles technologies. Nous ne devons pas hésiter à le faire.

**Enfin la France a un problème de finances publiques**



Depuis 10 ans, la dépense publique a augmenté de 4 points, les impôts de 3 points et la dette de 30 points.

La France va-t-elle mieux pour autant ?

Non.

La potion de la dépense publique et de la dette est une potion amère, pas une potion magique. Elle a échoué. Il faut donc ouvrir une autre voie.

Nous voulons baisser la dépense publique de 3 point, les impôts de 1 point et la dette de 5 points : voilà la voie que le président de la République a proposé dans sa campagne et que nous tiendrons, avec Gérard Darmanin.

Faut-il aller plus loin sur la baisse des impôts ?

Le grand débat apportera la réponse à cette question fondamentale, qui entraîne de vrais choix de société.

Pour ma part, je suis prêt à accélérer une baisse sur les dépenses publiques que nos compatriotes ne jugeront pas prioritaires pour accélérer la baisse des impôts.

**Mon deuxième vœu sera européen : un vœu pour la souveraineté économique européenne.**

**2019 sera une année décisive pour la construction européenne.**

**Sans doute la plus décisive depuis 1957.**

**Car pour la première fois nous le savons : le projet européen est mortel, nos démocraties sont mortelles. Pour la première fois aussi nous entendons de la part de dirigeants européens de premier plan des mots de violence et de mépris. Notre histoire commune aurait pourtant dû nous enseigner que les mots violents préparent toujours les guerres et les désastres.**

**Il ne dépend que de nous de savoir ce que nous voulons en Europe pour les générations futures : voulons-nous être libres ou soumis à un ordre et à des technologies importées de Chine et des Etats-Unis ?**

**Notre liberté européenne a un prix : une coopération toujours plus étroite entre les nations européennes. Plus de rivalité nous affaiblira. Plus de solidarité nous renforcera.**

Le président de la République a été clair à ce sujet et je mettrai toute mon énergie à participer à la réalisation de son projet européen présenté à la Sorbonne en 2017, qui est un projet pour la souveraineté économique européenne.

**Comment construire cette souveraineté économique et technologique ?**

**Par la zone euro.**



La zone euro est un succès mais un succès inachevé. Il est temps de tirer toutes les leçons de la crise financière de 2008 pour doter la zone euro des instruments qui la rendront plus forte et plus stable.

A Meseberg, nous avons franchi une étape décisive dans le renforcement de la zone euro. Avec mon homologue des finances allemand Olaf Scholz, nous voulons accélérer en 2019 la mise en œuvre de cette feuille de route. Nous mettrons en place un budget de la zone euro et une convergence fiscale sur l'impôt sur les sociétés.

Nous achèverons aussi l'union des marchés de capitaux et l'union bancaire, qui donneront à nos entreprises les moyens de se financer plus facilement et plus rapidement. En 2018, les opérations de capital risque ont représenté 100 milliards de dollars aux Etats-Unis, 81 milliards en Chine et 21 milliards en Europe. Nous ne renverserons la tendance que par le développement du capital risque en Europe.

### **Par les nouvelles technologies et la création de nouveaux champions industriels européens.**

Aucune nation européenne seule ne gagnera la course technologique mondiale en cours : car aucune nation européenne seule ne dispose des capitaux, des chercheurs, des filières industrielles pour mener cette course en solitaire face à la Chine et aux Etats-Unis.

Il faut donc rassembler nos forces : nous allons le faire dans le domaine des batteries électriques dès février avec mon autre homologue allemand Peter Altmaier. Sur la base des propositions de grandes entreprises industrielles françaises et allemandes, en particulier TOTAL et SAFT, nous allons construire une filière de batteries électriques ion lithium liquide qui nous donnera la maîtrise des batteries de nouvelle génération dans la prochaine décennie. Nous travaillons aussi à la mise en place de réseaux pour conjuguer nos efforts en matière d'intelligence artificielle.

Cette volonté commune, ouverte à toutes les nations européennes qui souhaitent rejoindre nos projets, doit nous permettre de constituer de nouveaux champions industriels européens. Je suis convaincu que ces grands projets industriels européens sont aussi une réponse à la montée des populismes en Europe.

Ce volontarisme industriel appelle aussi une transformation du droit de la concurrence européen. Pendant des décennies, notre droit de la concurrence européen a pensé marché européen et protection du consommateur. Il doit désormais penser marché mondial et défense de nos emplois. Inutile de vous dire à quelle fusion je pense quand je vous parle de ce droit de la concurrence refondé.

### **Par la protection de nos intérêts économiques fondamentaux.**

Nous devons défendre avec plus de force nos intérêts économiques et technologiques, comme le font toutes les autres grandes puissances.

De ce point de vue, l'Union européenne a opéré depuis 12 mois un virage salutaire.

La preuve ?



Le règlement sur le contrôle des investissements en Europe. Il complète les décisions que nous avons prises sur IEF et que nous prendrons prochainement sur le déploiement de la 5G. Les nouvelles technologies appellent de nouvelles protections, en particulier sur la 5G : les informations ne sont plus seulement dans les cœurs de réseau mais dans les antennes relais, les communications sont critiques pour la sécurité de certaines activités comme le véhicule autonome.

Autre preuve : la signature prochaine de l'accord entre la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France sur la mise en place d'un instrument de financement spécial pour le commerce avec l'Iran, qui pourra être étendu ensuite à d'autres pays si nécessaire. Ce SPV est une première pierre de la souveraineté financière européenne.

Notre capacité à répondre de manière unie aux tarifs imposés par les Etats-Unis est une dernière preuve du changement européen. Pour survivre dans un monde hostile, nous devons perdre notre naïveté et devenir un continent adulte.

**Mon dernier vœu sera pour le capitalisme : je souhaite que nous construisions un capitalisme nouveau, capable de lutter contre les inégalités et de mettre fin à des excès qui ont compromis son succès et son efficacité.**

**En 2019, la France a la présidence du G7.**

Nous affirmerons à cette occasion notre volonté de bâtir ce nouveau capitalisme et de lutter contre les inégalités.

**La définition de la fiscalité internationale du XXIème siècle sera notre priorité.**

Elle passe par une juste taxation des géants du numérique pour prendre le relais de la taxation nationale que nous mettrons en œuvre dès cette année, dans un projet de loi qui sera présenté dans les prochaines semaines au Conseil des ministres. Elle passe aussi par une imposition sur les sociétés minimale, dans le prolongement des dispositifs BEPS et pour lutter contre toute évasion fiscale.

**La lutte contre les inégalités sera aussi au cœur de nos débats.**

Nous avons mis en place en France un rapport d'équité pour les plus grandes entreprises, pour faire la transparence sur les écarts de salaires médians. Nous voulons le proposer au niveau européen et construire des outils de référence au niveau du G7.

Les inégalités sont injustes moralement et inefficaces politiquement, comme le rappelle fréquemment Christine Lagarde : nous devons nous donner les moyens de les combattre avec plus de force. Cette lutte passe aussi par une exemplarité retrouvée.

Un exemple : les mandataires sociaux des grandes entreprises qui ont leur siège en France doivent payer leurs impôts en France. Nous mettrons en place un dispositif législatif dans les prochaines semaines pour tenir cet engagement du président de la République, avec des sanctions renforcées en cas de contravention à cette règle. Ce dispositif complètera les critères de domiciliation en inscrivant dans la loi le principe selon lequel sont considérés comme ayant leur activité principale en France les mandataires sociaux d'une société qui a son siège en France, y compris quand cette activité est effectuée pour partie depuis l'étranger.



**Nous voulons aussi dans le cadre du G7 définir de nouvelles règles d'investissement international.**

Un monde dans lequel certains respectent des règles et les autres non ne peut pas tourner bien.

Notamment sur les investissements : quand certaines nations investissent massivement dans des Etats faillis ou surendettés pour ensuite prendre le contrôle de certaines infrastructures en guise de remboursement, alors que nous refusons de le faire, les règles sont violées et l'ordre international fragilisé. Nous organiserons une conférence sur ce sujet mi-février à Paris.

**Certains me diront : voilà des vœux bien ambitieux pour 2019.**

**Mais dans ces temps de bouleversements, je ne vois de place ni pour les ambitions personnelles, ni pour les ambitions médiocres.**

**Nous ne sortirons des difficultés actuelles que par le dépassement des clivages habituels, en visant loin et haut pour la France.**

**Je vous propose de nous accompagner dans cette ambition.**

**Et je vous souhaite une excellente année 2019.**